

Crise et territoires : l'emploi limousin dans la tourmente

La crise accélère le déclin de l'industrie limousine, qui perd 3 500 salariés en 2008 - 2009 : plus de la moitié des emplois détruits dans la région.

Ajustement radical de l'intérim et explosion du chômage partiel ont joué un rôle d'amortisseurs. Le bilan pour l'emploi salarié marchand limousin est moins défavorable que son évolution avant la crise ne le laissait présager.

Le recul est fort en Creuse, ainsi qu'en Haute-Vienne où le tissu industriel, plus exposé, se restructure. L'emploi résiste mieux en Corrèze.

La crise économique n'a pas épargné le Limousin. Entre avril 2008 et fin 2009, la région a perdu 6 600 emplois salariés marchands. Premier amortisseur sur le marché du travail, l'intérim s'effondre sur la période et le recours au chômage partiel s'amplifie. Le chômage progresse, touche de plus en plus les jeunes et les plus âgés. Les spécificités structurelles de la région et des territoires qui

la composent influent sur leur degré de résistance à la tourmente économique, en particulier sur le marché de l'emploi.

L'emploi salarié marchand baissait avant la crise

Dans la région, l'emploi salarié marchand s'essouffle au printemps 2007, quand il continue de progresser en France. Le poids plus important de l'emploi industriel, structurellement orienté à la baisse, contribue à expliquer ce décrochage pré-

L'intérim et l'industrie en première ligne dans les pertes d'emplois

	2002-2006		Entre début 2008* et fin 2009		Variations nettes d'effectifs entre début 2008* et fin 2009			
	France métro.	Limousin	France métro.	Limousin	Limousin	Haute-Vienne	Corrèze	Creuse
Commerce	+ 2,0	+ 2,3	- 2,0	- 2,4	- 750	- 300	- 300	- 150
Construction	+ 10,5	+ 10,0	- 3,4	- 4,7	- 800	- 450	- 250	- 100
Industrie	- 8,5	- 11,4	- 6,8	- 8,5	- 3 450	- 2 250	- 700	- 500
Services marchands	+ 4,4	+ 1,9	- 0,8	0,0	0	+ 550	- 350	- 200
Emploi salarié marchand hors intérim	+ 1,1	- 1,4	- 2,6	- 3,3	- 5 000	- 2 450	- 1 600	- 950
Intérim	+ 12,0	- 18,9	- 26,8	- 24,1	- 1 600	- 1 150	- 350	- 100
Emploi salarié marchand	+ 1,5	- 2,2	- 3,6	- 4,2	- 6 600	- 3 600	- 1 950	- 1 050

*fin du premier trimestre 2008, début de la crise économique

Lecture : l'emploi salarié privé limousin a diminué de - 2,2 % en 4 ans de 2002 à 2006.

Pendant la période de crise, entre début 2008 et fin 2009, l'effectif baisse de - 4,2 % en 7 trimestres

Champ : salariés hors agriculture et services non marchands

Évolution totale de l'emploi salarié marchand par grands secteurs (% , nombre)

●●●● Source : Insee, estimations d'emploi

coce. Il en est de même du contexte démographique régional qui reste, malgré son amélioration récente, moins dynamique qu'en moyenne nationale.

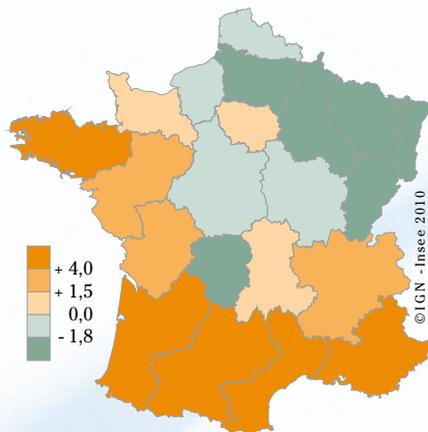
Avant la crise, sur la période 2002 - 2006, le Limousin fait déjà partie des six régions qui enregistrent en quatre ans une baisse de plus de 2 % de l'emploi salarié marchand, avec la Franche-Comté, la Picardie, Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace. Ces cinq autres régions, toutes situées dans le Nord-Est, ont une vocation industrielle marquée, associée à une démographie peu

dynamique ou en baisse. Pendant la crise, en 2008 et 2009, avec une baisse de 4,2 % de ses emplois, le Limousin occupe une position médiane. Même si cette chute est plus marquée qu'à l'échelle nationale (-3,6 %), elle est moindre que celle observée dans dix autres régions.

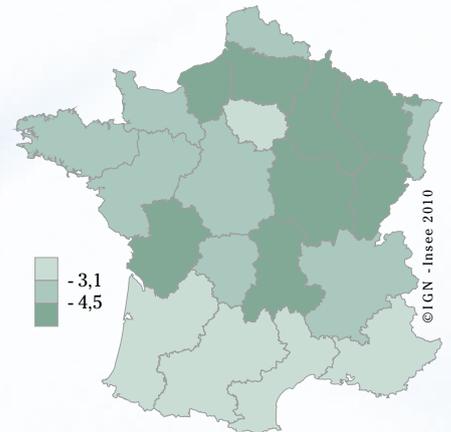
L'intérim porte le quart des pertes d'emplois

Début 2008, lorsque le contexte économique général se détériore, les entreprises limousines procèdent à une réduction drastique de leurs stocks et l'ajustement sur le marché de l'emploi est plus sévère encore qu'au niveau national. Premier touché, l'emploi intérimaire chute de 13 % au second trimestre 2008, contre 7 % en France. Il sera continuellement orienté à la baisse pendant une année, avant d'amorcer une remontée fin 2009. L'intérim représente 24 % des emplois

Position peu favorable du Limousin avant la crise, médiane pendant la crise



Entre le 3^e trimestre 2002 et le 3^e trimestre 2006 (%)
(France métropolitaine : + 1,5 %)



Entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009 (%)
(France métropolitaine : - 3,6 %)

Évolution totale de l'emploi salarié marchand, hors agriculture et services non marchands

Source : Insee, estimations d'emploi

salariés marchands perdus dans la région en 2008 et 2009, contre 31 % au niveau national. Cet écart ne tient pas à une meilleure résistance de l'intérim en Limousin, mais à sa meilleure reprise en fin de crise. Conformément à la structure générale des emplois, l'intérim est plus tourné vers l'industrie dans la région (44 % des contrats dans l'industrie en 2008 contre 36 % au niveau national), et moins vers le tertiaire, ce qui le rend particulièrement vulnérable.

Industrie hors intérim : la moitié des pertes d'emplois

Dès le troisième trimestre 2008, la dégradation de l'emploi touche tous les secteurs.

Moteur de la croissance depuis 2000, la construction voit ses effectifs se contracter en Limousin un trimestre plus tôt qu'au niveau national, et ceux-ci restent orientés à la baisse jusqu'à fin 2009. Entre avril 2008 et fin 2009, la construction perd 800 emplois salariés, mais elle en avait créé 1 200 dans les deux années précédentes. Autrement dit, 67 % des emplois qui avaient été créés dans le secteur sont perdus pendant la crise, contre 40 % en France.

En 2007, l'industrie, en déclin marqué dans la région avant la crise, avait détruit 1,9 % de ses emplois (hors intérim) contre 1,2 % en France. Pendant la crise, le rythme de destruction de l'emploi industriel a été multiplié par 2,7 dans la région et par 3,4 en France. La baisse atteint ainsi 5,2 % par an en Limousin (- 4 % en France). La plupart des secteurs ont été touchés. L'industrie régionale a perdu 3 500 emplois salariés sur la période. C'est 52 % des emplois salariés marchands disparus en 2008 - 2009, contre 41 % au niveau national.

Le commerce perd 750 salariés pendant la crise, après avoir créé 200 emplois en 2006 - 2007. L'effectif des services, globalement, ne diminue pas, mais le

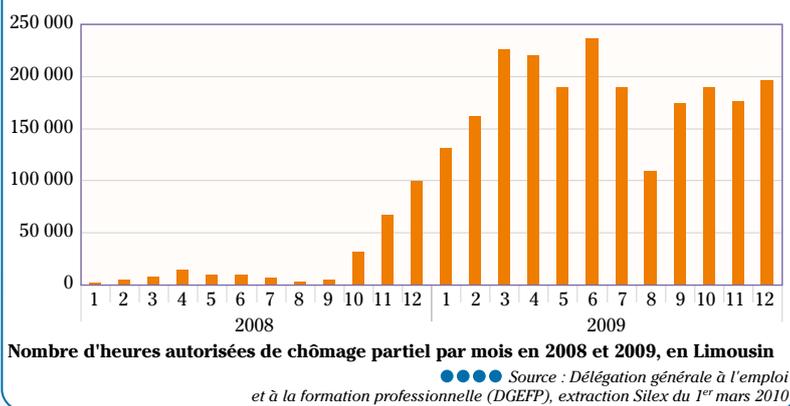
Depuis 2007, l'intérim suit globalement la tendance nationale



Part de l'intérim dans l'emploi salarié marchand, hors agriculture et services non marchands (en %)

Source : Insee, estimations d'emploi

Les autorisations de chômage partiel perdurent fin 2009



bilan est hétérogène selon le secteur. L'immobilier, le plus touché, perd 7 % de son emploi après deux ans de croissance modérée. Les autres secteurs stagnent ou ralentissent. Seules les « autres activités de services », qui regroupent notamment l'emploi de personnel par les ménages, les activités liées à l'art, aux spectacles et aux associations, sont orientées à la hausse et créent des emplois dans la région pendant la crise.

Une explosion du chômage partiel

Outre la baisse de l'emploi intérimaire, le recours au chômage partiel est le deuxième mode de flexibilité que les entreprises utilisent dès la fin 2008 pour réduire leur activité. Il permet de maintenir le contrat de travail qui lie le salarié à l'entreprise et lui assure une indemnisation pendant la période chômée. On atteint 100 000 heures autorisées en Limousin en décembre 2008, quand on ne dépassait pas 15 000 heures par mois sur les neuf premiers mois de l'année. En 2009, la moyenne mensuelle dépasse les 150 000 heures, et ne faiblit pas encore en fin d'année. L'évolution est la même au niveau national.

La diminution de l'emploi en Limousin, plus accentuée qu'en moyenne nationale, ne s'est pourtant pas traduite par une augmentation plus forte du

chômage. Le taux de chômage a suivi la tendance nationale et augmenté de 2,3 points dans la région entre début 2008 et fin 2009. Il reste parmi les plus bas de France : 8,1 % au quatrième trimestre 2009, contre 9,6 % en France. La pression que la démographie exerce sur le marché du travail est moindre en Limousin, où la population en âge de travailler progresse moins vite. Entre 2002 et 2008, le nombre d'in-

dividus de 16 à 64 ans augmente de 2,8 % dans la région alors que, sur l'ensemble du territoire, la croissance atteint 4,1 %.

Forte restructuration de l'emploi en Haute-Vienne

La crise a eu un impact sur l'emploi différent selon les départements. C'est la Creuse qui a perdu, en proportion, le plus de salariés en 2008 - 2009 : - 5,5 %, soit un millier d'emplois. Même si la faible croissance de sa population active contribue à relativiser cet impact, la répercussion de la crise sur l'emploi reste forte. Le taux de chômage creusois évolue comme la moyenne limousine.

En Haute-Vienne, la croissance d'une partie du tertiaire limite les pertes d'emploi, restées plus modérées (- 4,2 %). Malgré un recul dans les transports, l'immobilier et les activités financières, les services ont globalement créé 550 emplois pendant la crise.

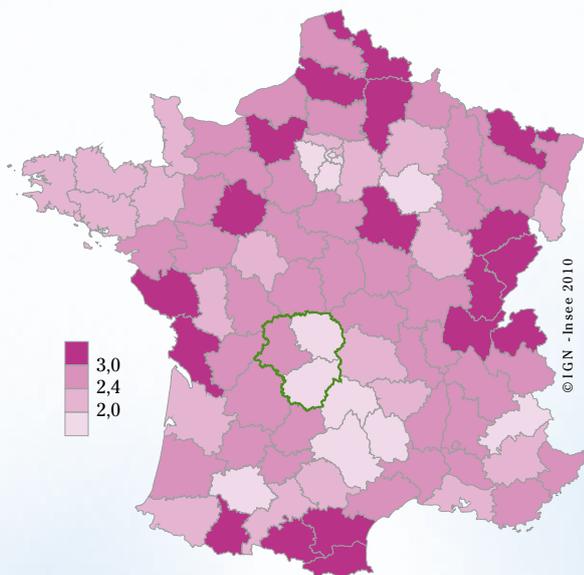
La structure de son tissu économique a pourtant pénalisé le département. Les secteurs qui contribuent le plus à la baisse de l'emploi au niveau national y

Le calendrier de la crise en France

En France, les premiers signes d'altération de l'activité économique apparaissent début 2008. Le recul de l'investissement, associé à une contraction des échanges extérieurs, provoque une première chute du produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre. La France entre en récession au trimestre suivant, comme l'ensemble de la zone euro, le Royaume-Uni et le Japon. La dégradation du marché du travail est brutale et immédiate : le chômage repart à la hausse dès le printemps 2008 après deux années de baisse continue. Dans un premier temps, les entreprises réduisent fortement le recours à l'intérim : 130 000 emplois intérimaires sont supprimés en 2008. Dans un deuxième temps, elles accentuent le recours au chômage partiel : le nombre d'heures autorisées par les directions régionales ou départementales du travail est multiplié par 45 en un an. L'emploi hors intérim commence également à baisser au deuxième trimestre : - 40 000 emplois en 2008. L'industrie est le premier et principal secteur touché par le recul de l'emploi hors intérim, suivi du commerce et, en fin d'année, de la construction. Le paroxysme de la crise intervient au premier trimestre 2009, avec la première baisse de l'emploi dans le tertiaire.

La sortie de récession apparaît au deuxième trimestre 2009 et se confirme au suivant. Après une année entière de baisse, le PIB repart à la hausse, ce qui se traduit par une augmentation immédiate, au deuxième trimestre, du nombre d'emplois intérimaires. Cependant, la reprise de l'activité reste modeste, alors que commence le retrait progressif des mesures liées aux plans de relance. Cette atonie affecte le marché du travail. Au quatrième trimestre 2009, en France, la situation se stabilise dans le commerce et les services, mais la baisse de l'emploi continue dans l'industrie et la construction.

Progression plus modérée du chômage en Corrèze et en Creuse



Écart de taux de chômage entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009 (en points de pourcentage)
(France métropolitaine : + 2,4 points)

●●●● Source : Insee, taux de chômage localisés

sont très présents : il s'agit de la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques, de machines, de matériels de transport, de la fabrication d'autres produits industriels, et des activités immobilières. La part de ces secteurs dans l'emploi salarié privé, ou

« taux de fragilité », était en 2007 de 25,5 % en Haute-Vienne contre 17,8 % en France. La Haute-Vienne a ainsi perdu 3 600 emplois, dont 1 500 dans le secteur de la fabrication d'autres produits industriels et 500 dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines. Suite à cette violente restructuration de l'emploi, l'indicateur de fragilité de la Haute-Vienne a baissé et s'est aligné sur celui des autres départements limousins (à 22 %), mais reste supérieur de trois points à la moyenne française.

La crise affecte plus fortement le marché du travail haut-viennois : le chômage gagne 2,6 points entre début 2008 et fin 2009. Les zones d'emploi de Limoges et Rochecouart, à forte composante industrielle, restent les plus pénalisées de la région (8,9 % et 9,1 % de chômeurs fin 2009).

Une meilleure résistance en Corrèze

En Corrèze, l'emploi a mieux résisté (-3,6 %). Ce sont tout de même près de 2 000 emplois qui ont été supprimés. Les pertes touchent en premier lieu l'industrie (700 emplois), mais aussi de façon égale les services, l'intérim et le commerce (300 à 350 salariés chacun). La Corrèze se distingue par un impact plus marqué de la crise sur son secteur tertiaire. Stables ou en croissance dans les autres départements limousins, les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien perdent 200 salariés en Corrèze. Il en est de même des transports, plus touchés que dans le reste de la région. La Corrèze est le quatrième département français le moins affecté par le chômage fin 2009. C'est aussi le seul avec la Haute-Marne où le chômage se stabilise au dernier trimestre. La zone d'emploi de Tulle reste la moins touchée de la région, celle aussi où le chômage a le moins augmenté en deux ans (+ 1,3 point).

Les estimations d'emploi salarié marchand

Cette étude repose sur les estimations d'emploi trimestrielles localisées faites par l'Insee. Elles sont exprimées en nombre de personnes physiques (et non en postes de travail) et ventilées à un niveau sectoriel et géographique fin.

Le champ retenu est celui de l'emploi salarié des secteurs marchands, le plus sensible aux variations conjoncturelles. Sont donc exclus les non salariés, ainsi que les salariés de l'agriculture et des services non marchands. Les estimations sont issues d'une exploitation des données des Unions pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf).

●●●● Damien Noury,
Jean-Noël Thomas



29 rue Beyrand
87031 Limoges cedex

Informations statistiques 09 72 72 40 00



www.insee.fr

Directeur de la publication Fabienne Le Hellaye
Rédacteur en chef Frédéric Châtel
Mise en forme Isabelle Bonneau, Martine Herny
Impression Sotiplan - Limoges
Maquette iti communication

Prix 2,70 euros

Dépôt légal : mai 2010

Code SAGE : FOC106524
ISSN : 1765-4475
Copyright - INSEE 2010

« La rediffusion, sous quelque forme que ce soit, des fonds de cartes issus du fichier GéoFLA© de l'IGN est soumise à l'autorisation préalable de l'IGN et au paiement auprès de cet organisme des redevances correspondantes ».